

## Recherches sociographiques



Albert FAUCHER, *Histoire économique et unité canadienne*

Marc Vallières

Volume 12, numéro 3, 1971

Minorités francophones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055545ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055545ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vallières, M. (1971). Compte rendu de [Albert FAUCHER, *Histoire économique et unité canadienne*]. *Recherches sociographiques*, 12(3), 385–386.

<https://doi.org/10.7202/055545ar>

À propos de l'introduction, donc, se pose la question de son opportunité théorique et de son idonéité idéologique. La référence à Parsons pose aussi et surtout un problème pédagogique. La technicité d'une synthèse théorique concise au point d'être allusive me semble desservir les objectifs d'une introduction qui se veut une démarche pédagogique. Je souhaiterais trouver, dans une réédition éventuelle de l'instrument indispensable que constitue ce livre, une introduction plus détachée de ces louables mais prématurées ambitions théoriques.

Pierre THIBAULT

*Faculté des sciences de l'éducation,  
Université Laval.*

Albert FAUCHER, *Histoire économique et unité canadienne*, Préface de Pierre Harvey et Biobibliographie par Jean Hamelin, Montréal, Fides, 1970, 296 p.

Sous la forme d'un recueil d'articles et d'extraits de cours, voilà rassemblé l'essentiel de plus de vingt ans de recherches, trop longtemps ignorées du grand public. L'ensemble de l'ouvrage jette une lumière plus cohérente sur l'homme et sa carrière, mais, par dessus tout, sur les grandes orientations de son œuvre.

Dans une excellente préface, Pierre Harvey rappelle le contexte intellectuel qui forma l'auteur et vit naître cette vocation, un peu excentrique, pour l'histoire économique. Il y souligne également l'apport essentiel de l'histoire économique à une compréhension élargie des phénomènes, malgré la popularité indéniable de la pensée keynésienne depuis la deuxième guerre mondiale. L'originalité d'Albert Faucher vient surtout de l'intégration véritable qu'il a faite de l'Économie et de l'Histoire. Jean Hamelin énumère ensuite chronologiquement les faits saillants de la carrière et les œuvres d'Albert Faucher.

Même si le risque inhérent à ce genre de recueil, à savoir l'éparpillement dans le temps et l'espace, n'est pas ainsi entièrement surmonté, l'auteur préfère comme lien à ses articles le critère géographico-politique : « Les essais de la première partie s'appliquent plus particulièrement à dégager les caractères généraux de l'économie historique du Canada, ceux de la deuxième partie regardent principalement la Province de Québec et veulent insister sur les aspects continentaux ou pluri-nationaux d'un type régional d'économie. » (p. 3)

Seuls les trois extraits de cours sur la coopération s'intègrent assez mal au schéma général, surtout par leur portée et leur objectif didactique.

D'un article à l'autre se dégagent des lignes de force que l'auteur réanime constamment. Ainsi il convient d'expliquer les phénomènes historiques à la lumière d'une perspective économique que l'on a trop souvent négligée ou escamotée. Il en résulte un élargissement de la vision, de sorte qu'apparaissent les déterminants permanents de l'économie canadienne et québécoise : la géographie et les richesses naturelles, les marchés et les grands courants commerciaux pour leur impact sur l'industrialisation et l'extraction, les investissements pour le pouvoir plus ou moins caché qu'ils exercent sur la politique et la société et enfin la technologie. Tout cela repose sur la notion large d'espace économique, différent des réalités politico-sociales.

L'influence des maîtres torontois, dont H.A. Innis, apparaît entre autre dans cette utilisation d'un modèle, plutôt que dans un effort de mesure des phénomènes. L'auteur

n'utilise que rarement l'information statistique et, s'il le fait, c'est une série unique (par exemple, dans le cas de la construction navale).

La première partie du recueil nous livre, notamment, trois excellentes monographies sur la province du Canada de 1839 à 1867. La première analyse les implications économiques du *Rapport de Durham* et sa mise en œuvre par Sydenham de 1839 à 1841. La seconde décrit les difficultés financières du Canada-Uni de 1841 à 1867, et la troisième relate l'évolution du fonds d'emprunt municipal, du Haut-Canada surtout, de 1852 à 1867. L'auteur utilise alors une documentation fort intéressante : la correspondance des banquiers anglais, Glyn, Mills & Co. de Lombard Street, à Londres, avec le gouvernement canadien. Ces banquiers agissaient comme agents financiers de la province du Canada, pour l'écoulement des obligations provinciales et municipales, de là la richesse de leurs commentaires sur la situation des marchés financiers anglais et sur l'intérêt que portent au Canada les investisseurs britanniques.

« Le Problème financier de la Province du Canada, 1841-1867 », c'est donc la description des efforts inutiles du Canada pour raffermir son crédit et disposer des fonds nécessaires aux chemins de fer, échec qui rendra nécessaire une fédération des colonies britanniques. Le « Fonds d'emprunt municipal dans le Haut-Canada, 1852-1867 » illustre une tentative du gouvernement d'assurer aux municipalités un accès aux marchés financiers, à des taux raisonnables. Cette facilité d'emprunter, créée par la garantie provinciale, induisit les municipalités du Haut-Canada à spéculer imprudemment, particulièrement sur les chemins de fer, et ne contribua en rien à assainir les finances provinciales.

Dans la seconde partie du recueil, l'auteur développe son modèle d'analyse. Il est rendu d'autant plus nécessaire que l'absence de synthèse sur l'économie québécoise l'oblige à élargir constamment ses analyses. L'auteur explique les difficultés de la construction navale à Québec au XIX<sup>e</sup> siècle, non seulement par des changements technologiques, mais surtout par une conjoncture commerciale défavorable. Il replace également l'émigration des Canadiens français dans le contexte nord-américain des mouvements de population au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce dernier article, on pourrait reprocher à l'auteur d'avoir peu parlé de cette émigration même, mais il faut rappeler que le numéro de *Recherches sociographiques*, d'où est tiré cet article, comprenait également une prise de vue quantitative du problème par Gilles Paquet.

L'auteur souligne le « Caractère continental de l'industrialisation au Québec » et décrit alors l'implantation des intérêts capitalistes américains et anglo-canadiens, en quête de matières premières et de sources d'énergie. Il fait ressortir fort justement l'importance de ces phénomènes, mais le terme « continental » pourrait bien être, en réalité, un euphémisme pour colonial. L'étude des relations entre le pouvoir économique et le pouvoir politique confirme à la fois cette impression et la présence d'une collusion, au moins partielle, entre l'État et les grands intérêts financiers, dans l'hydro-électricité et le papier notamment. Quel rôle jouent les Canadiens français dans leur économie ? Albert Faucher explique leur faiblesse par leur ascendance française où dominait un type d'organisation sociale bureaucratique qui se serait perpétué au Canada.

Dans l'ensemble, l'ouvrage captive et intéressera tout autant le spécialiste que l'honnête homme qui cherche à mieux comprendre le Québec.

Marc VALLIÈRES

*Institut d'histoire,  
Université Laval.*